

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Candiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
NADIA RENÉ

Date
1.1 12 mai 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Candiac

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Candiac (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2025 et 2024, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Au cours de l'exercice, un partenariat (Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries) a comptabilisé des véhicules, de l'ameublement et de l'équipement de bureau ainsi que de la machinerie, outillage et de l'équipement divers dans le cadre de l'adhésion de la Ville de La Prairie à titre de ville participante au 1er janvier 2025 et dont aucune évaluation de juste valeur marchande n'a été obtenue ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, notre audit s'est limité aux montants inscrits dans les comptes de la régie et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements étaient nécessaires aux montants de l'excédent (du déficit) de l'exercice et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, des actifs non financiers et de l'excédent (du déficit) accumulé au 31 décembre 2025.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 12 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	52 770 500	54 449 342	49 247 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	451 600	507 568	451 532
Quotes-parts	3		244 334	32 295
Transferts	4	2 207 021	11 450 847	7 460 779
Services rendus	5	8 771 299	7 903 270	7 807 774
Imposition de droits	6	3 649 500	9 909 138	6 432 703
Amendes et pénalités	7	1 064 324	1 101 314	1 022 666
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 447 833	2 463 698	3 154 689
Autres revenus	10	28 436	9 235 971	612 636
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	70 390 513	97 265 482	76 222 410
Charges				
Administration générale	14	11 761 700	10 980 454	10 576 887
Sécurité publique	15	12 677 440	12 812 916	11 909 040
Transport	16	10 159 185	14 524 298	12 948 530
Hygiène du milieu	17	10 314 863	11 957 134	12 460 296
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 362 700	3 923 650	3 924 401
Loisirs et culture	20	9 082 372	11 282 487	10 679 177
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 595 266	3 504 701	2 920 615
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	61 953 526	68 985 640	65 418 946
Excédent (déficit) lié aux activités	25	8 436 987	28 279 842	10 803 464
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		197 525 715	186 722 251
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		197 525 715	186 722 251
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		225 805 557	197 525 715

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	64 774 360	43 524 469
Débiteurs (note 5)	2	27 804 932	24 588 977
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	86 585	74 325
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	222 574	31 619
	8	92 888 451	68 219 390
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	726 011	181 086
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	25 126 569	15 294 829
Revenus reportés (note 11)	12	3 157 036	2 827 251
Dette à long terme (note 12)	13	98 103 507	84 409 763
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	2 872 738	2 922 650
Autres passifs (note 14)	15		445 783
	16	129 985 861	106 081 362
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 097 410)	(37 861 972)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	261 622 010	234 079 702
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	315 675	315 675
Stocks de fournitures	20	302 240	359 725
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	663 042	632 585
	23	262 902 967	235 387 687
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	225 805 557	197 525 715
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	225 805 557	197 525 715
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	225 805 557	197 525 715

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	8 436 987	28 279 842	10 803 464
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	40 715 607) (	17 275 759)
Produit de cession	3		9 860 987	11 603
Amortissement	4		11 437 665	10 707 335
(Gain) perte sur cession	5		(9 244 926)	(5 672)
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 134 496	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(27 527 385)	(6 562 493)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		57 485	2 128
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(45 380)	(136 091)
	13		12 105	(133 963)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	8 436 987	764 562	4 107 008
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(37 861 972)	(41 968 980)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(37 861 972)	(41 968 980)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(37 097 410)	(37 861 972)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	28 279 842	10 803 464
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	11 437 665	10 707 335
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession et réduction de valeur	4.1	(8 677 446)	(5 672)
	5	31 040 061	21 505 127
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 215 955)	(1 598 980)
Autres actifs financiers	7	(190 955)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	763 369	499 884
Revenus reportés	9	329 785	(412 829)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(49 912)	(39 730)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	57 485	2 128
Autres actifs non financiers	13	(30 457)	(136 091)
	14	28 703 421	19 819 509
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	31 647 235)(	19 346 594)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	9 860 987	11 603
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(21 786 248)	(19 334 991)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	12 260)(	45 204)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 ())
Cession	23		
	24	(12 260)	(45 204)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	33 436 743	18 991 401
Remboursement de la dette à long terme	26 (	18 585 743)(	14 755 944)
Variation nette des emprunts temporaires	27	544 925	(45 196)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(272 738)	(43 596)
Autres			
▪ Autres	29.1	(778 209)	69 412
	30	14 344 978	4 216 077
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	21 249 891	4 655 391
Solde déjà établi	32	43 524 469	38 869 078
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	43 524 469	38 869 078
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	64 774 360	43 524 469

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Candiac (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal constitué le 31 janvier 1957 en vertu de la Loi constituant en corporation la Ville de Candiac (Bill no. 194) et est régie en vertu de la Loi sur les Cités et Villes de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Centre Sportif Candiac : 100 %

b) Partenariats

Régie intermunicipale de police Roussillon : 20,04 %

Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie : 31,62 %

Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries : 24,41 % (34,29 % au 31 décembre 2024)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	15 à 40 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	4 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville, la Régie intermunicipale de police Roussillon et la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années. Malgré ce qui précède, les rentes assurées sont évaluées à la fin de l'exercice financier sur une base de valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

- Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Avantages sociaux futurs :

Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: aucune méthode d'amortissement définie n'as présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026.

Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	64 078 660	42 439 385
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	744 314	1 106 353
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	64 822 974	43 545 738
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(48 614)	(21 269)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	64 774 360	43 524 469
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	15 956 004	37 655 794
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	10 571 427	6 959 528

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la réserve financière, aux fonds réservés, aux revenus reportés relatifs au fonds de parc, terrains de jeux, au financement des investissements en cours et à l'encaisse des organismes du périmètre comptable.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 654 134\$ (2 713 984\$ en 2024).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 2 463 698\$ (3 154 689\$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	3 008 168	2 884 636
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 318 024	13 972 388
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 026 171	2 382 428
Organismes municipaux	13	1 082 665	1 458 217
Autres			
▪ Contraventions	14.1	695 310	837 773
▪ Mutations et autres	14.2	3 674 594	3 053 535
	15	27 804 932	24 588 977
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 091 250	3 945 509
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 091 250	3 945 509
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	638 394	647 123
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	6 718 872	5 092 164
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	4 253 811	5 611 048
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25		
Ministère de la Culture et des Communications	26	174 188	290 067
Autres ministères/organismes	27	5 171 153	2 979 109
	28	16 318 024	13 972 388

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,57% à 4,11% (1,57% à 4,11% au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	86 585
Autres placements	35	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	86 585
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	190 955
Autres		
▪ Autres	42.1	31 619
	43	222 574

Note**9. Emprunts temporaires**

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15% (4,3%; 5,05% au 31 décembre 2024) et est renouvelable annuellement. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 7 500 000\$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25% (4,7%; 5,45% au 31 décembre 2024) et sont renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour les investissements de la Régie.

La Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire d'un montant autorisé de 500 000\$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45%; 5,45% au 31 décembre 2024) et est renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Régie.

La Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant autorisé de 48 100 000\$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25% (4,2%) et est renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	11 547 297	4 714 842
Salaires et avantages sociaux	45	3 814 721	3 757 037
Dépôts et retenues de garantie	46	6 556 284	4 565 159
Provision pour contestations d'évaluation	47	95 157	
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	48.1	21 204	559
▪ Organismes municipaux	48.2	367 003	159 977
▪ Intérêts courus à payer	48.3	1 415 394	793 880
▪ Autres courus à payer	48.4	1 309 509	1 303 375
	49	25 126 569	15 294 829

Note

Au cours de l'exercice, la Ville et une Régie ont acquis des immobilisations, dont un montant de 14 535 906\$ (5 467 534\$ au 31 décembre 2024) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	749 252	559 932
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Loisirs et autres	62.1	411 905	235 995
▪ Transferts	62.2	87 793	137 550
▪ Industries (RAEBLP)	62.3	1 792 652	1 778 340
▪ Partenariat RIAGS	62.4	115 434	115 434
	63	3 157 036	2 827 251

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	4,85	2026	2043	64	98 916 236	84 952 693
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	98 916 236	84 952 693
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(812 729)	(542 930)
					72	98 103 507	84 409 763

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		12 009 781			12 009 781
2027	74		18 048 856			18 048 856
2028	75		14 474 738			14 474 738
2029	76		12 083 427			12 083 427
2030	77		6 904 988			6 904 988
2031 et plus	78		35 394 446			35 394 446
	79		98 916 236			98 916 236
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		98 916 236			98 916 236

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancement dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (2 085 586)	(2 156 063)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (787 152)	(766 587)
	84 (2 872 738)	(2 922 650)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 851 697	1 803 152
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 56 845	55 702
Régimes à cotisations déterminées	87 234 615	192 224
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 73 148	75 525
	90 2 216 305	2 126 603

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	445 783
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94	445 783
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	50 287 718		250 500	50 037 218
Eaux usées	102	57 248 598	10 377 955		67 626 553
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	124 079 326	13 281 875	128 077	137 233 124
Autres					
▪ Autres	104.1	69 687 470	3 303 507	731 890	72 259 087
Réseau d'électricité	105	██████████	██████████	██████████	██████████
Bâtiments	106	33 273 103			33 273 103
Améliorations locatives	107	184 601	21 146 146	248 789	21 081 958
Véhicules	108	9 812 722	1 326 011	960 819	10 177 914
Ameublement et équipement de bureau	109	3 947 474	714 882	745 170	3 917 186
Machinerie, outillage et équipement divers	110	4 749 385	833 530	604 031	4 978 884
Terrains	111	24 042 579	128 015	992 174	23 178 420
Autres	112	830 705	141 791		972 496
	113	378 143 681	51 253 712	4 661 450	424 735 943
Immobilisations en cours	114	14 442 890	(10 538 105)	137 501	3 767 284
	115	392 586 571	40 715 607	4 798 951	428 503 227
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	29 922 143	534 943	250 500	30 206 586
Eaux usées	117	27 477 059	1 325 032		28 802 091
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	52 663 700	3 705 942	128 077	56 241 565
Autres					
▪ Autres	119.1	27 130 824	2 398 530	731 888	28 797 466
Réseau d'électricité	120	██████████	██████████	██████████	██████████
Bâtiments	121	13 318 921	1 793 549	75 000	15 037 470
Améliorations locatives	122	191 067	1 678	157 653	35 092
Véhicules	123	2 780 212	688 646	463 141	3 005 717
Ameublement et équipement de bureau	124	2 394 986	497 164	741 329	2 150 821
Machinerie, outillage et équipement divers	125	2 527 723	478 798	515 729	2 490 792
Autres	126	100 234	13 383		113 617
	127	158 506 869	11 437 665	3 063 317	166 881 217
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	234 079 702	██████████	██████████	261 622 010
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131		██████████	██████████	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	315 675	315 675
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	190 955	
	135	506 630	315 675
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	190 955	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	315 675	315 675

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	663 042	632 585
Autres			
▪	144.1		
	145	663 042	632 585

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de protocoles d'entente de fourniture d'eau potable, la Ville dessert les municipalités de Delson, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu de La Prairie et Saint-Philippe en fonction de leur consommation respective.

La Ville a des engagements pour l'entretien ménager, l'évaluation foncière, le soutien de logiciels, la disposition de déchets, le déneigement, le nettoyage des puisards, les produits chimiques, la fourniture de carburants, des travaux d'entretien du réseau d'éclairage et d'électricité et autres pour des montants totalisant 4 745 511\$. Les paiements minimum exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 2 461 920\$ en 2026, 1 203 032\$ en 2027, 607 122\$ en 2028, 309 009\$ en 2029 et 164 427\$ en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville s'est engagée via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie à verser un montant de 1 527 253\$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages des assainissement, pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues, pour des analyses de laboratoires, pour l'achat de produits chimiques, pour la tenue des livres comptables et pour du déneigement. Ces contrats échoient à différentes dates jusqu'en 2030.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 800 007\$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 209 658\$ en 2026, 198 513\$ en 2027, 186 973\$ en 2028, 175 024\$ en 2029 et 146 813\$ en 2030.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Roussillon. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 2 048 178\$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 783 621\$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 630 000\$ et 3 589 000\$ respectivement.

B) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

La Ville, conjointement avec la CMM, fait l'objet d'une réclamation au montant de 69 200 000 \$ pour des dommages compensatoires à titre d'indemnisation dans le contexte d'une expropriation déguisée. L'issue de ce litige étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville fait l'objet d'une réclamation au montant de 21 687 313 \$, cependant cette réclamation est faite de façon subsidiaire par la partie adverse, car cette dernière vise la modification du Programme particulier d'urbanisme et du règlement de zonage afin de lui permettre de réaliser son projet. L'issue de ce litige étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville fait l'objet d'une réclamation au montant de 4 951 000\$ concernant une indemnité d'expropriation. Un montant de 2 450 001\$, déterminé selon la déclaration initiale accompagnant l'avis d'expropriation, a été versé par la Ville. L'issue de ce litige étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard concernant la différence réclamée.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, la réserve d'auto-assurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie:

- Des poursuites d'un montant total de 4 309 068\$ sont réclamées par des contracteurs pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier de la biométhanisation. L'issue de ce litige étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.
- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 420 420\$. Au 31 décembre 2025, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 321 443\$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. L'issue de ce litige étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police Roussillon:

- La Régie est poursuivie pour une somme de 3 192 004\$ en plus d'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice et les frais d'expertise. De ces réclamations, un montant de 3 036 431\$ est entre les mains des assurances de la Régie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organisme contrôlé et les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important, puisque ceux-ci jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	4 580 973	5 624 626
Entre un an et deux ans	675 941	641 093
Entre deux et trois ans	104 048	131 169
Plus de trois ans	571 169	553 495
Sous-total	5 932 132	6 950 383
Moins : provision pour créances douteuses	638 394	639 323
Total	5 293 738	6 311 060

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	23 669 595\$ 726 011\$	- -	- -	- -
Emprunts temporaires	16 856 272\$	51 361 532\$	22 282 359\$	26 409 219\$
Dette à long terme				
Total	41 251 878\$	51 361 532\$	22 282 359\$	26 409 219\$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	49 247 336	52 770 500	54 449 342		54 449 342
Compensations tenant lieu de taxes	2	451 532	451 600	507 568		507 568
Quotes-parts	3					(199 413)
Transferts	4	2 613 444	2 039 500	2 930 147		3 085 307
Services rendus	5	5 510 569	6 486 300	6 071 746		7 903 270
Imposition de droits	6	6 432 703	3 649 500	9 909 138		9 909 138
Amendes et pénalités	7	473 383	463 000	544 767		1 101 314
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	2 999 918	1 380 000	2 331 542		2 463 698
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	7 815		9 233 141		(196 416)
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	67 736 700	67 240 400	85 977 391		88 256 949
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					443 747
Transferts	16	4 665 882		7 809 000		8 365 540
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	537 183		191 765		7 481
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	5 203 065		8 000 765		1 007 768
	23	72 939 765	67 240 400	93 978 156		97 265 482

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	72 939 765	67 240 400	93 978 156		17 140 430	97 265 482
Charges							
Administration générale	25	10 031 185	11 761 700	10 414 626	565 828		10 980 454
Sécurité publique	26	10 936 708	11 624 800	11 345 324	10 219	11 891 378	12 812 916
Transport	27	8 975 966	10 009 600	9 932 532	4 591 766		14 524 298
Hygiène du milieu	28	9 344 062	10 666 500	9 072 752	2 655 754	3 184 539	11 957 134
Santé et bien-être	29						
Aménagement, urbanisme et développement	30	3 753 111	4 362 700	3 731 220	192 430		3 923 650
Loisirs et culture	31	7 525 622	8 051 700	7 973 223	2 508 580	1 263 872	11 282 487
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	2 560 328	3 178 000	3 142 428		362 273	3 504 701
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	9 828 132		10 524 577 (	10 524 577)		
	36	62 955 114	59 655 000	66 136 682		16 702 062	68 985 640
Excédent (déficit) lié aux activités	37	9 984 651	7 585 400	27 841 474		438 368	28 279 842

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	9 984 651	7 585 400	27 841 474	438 368	28 279 842
Moins : revenus d'investissement	2 (	5 203 065)	)	8 000 765)	1 007 768)	9 008 533)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 781 586	7 585 400	19 840 709	(569 400)	19 271 309
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	9 828 132		10 524 577	913 088	11 437 665
Produit de cession	5	7 788		9 838 305	22 682	9 860 987
(Gain) perte sur cession	6	(7 788)		(9 233 141)	(11 785)	(9 244 926)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	9 828 132		11 129 741	923 985	12 053 726
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	69 412		32 944		32 944
	15	69 412		32 944		32 944
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	124 533		349 229		349 229
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 432 602)	6 644 400)	6 615 161)	850 658)	7 465 819)
	18	(6 308 069)	(6 644 400)	(6 265 932)	(850 658)	(7 116 590)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	370 733)	41 000)	424 825)	303 627)	728 452)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				265 797	265 797
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 287 264			236 521	236 521
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 548 621)	(900 000)	(1 270 211)	(72 866)	(1 343 077)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(35 864)		(237 776)	3 576	(234 200)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(667 954)	(941 000)	(1 932 812)	129 401	(1 803 411)
	26	2 921 521	(7 585 400)	2 963 941	202 728	3 166 669
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 703 107		22 804 650	(366 672)	22 437 978

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	5 203 065	8 000 765	1 007 768	9 008 533
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	385 355)(	3 400 599)(	)	( 3 400 599)
Sécurité publique	3 (	)	)	1 903 437)	(1 903 437)
Transport	4 (	12 131 282)(	30 555 626)(	)	( 30 555 626)
Hygiène du milieu	5 (	600 449)(	1 151 400)(	135 147)	(1 286 547)
Santé et bien-être	6 ()))	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	691 751)(	543 247)(	)	( 543 247)
Loisirs et culture	8 (	1 268 851)(	2 825 446)(	200 705)	(3 026 151)
Réseau d'électricité	9 ()))	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))	()
	11 (	15 077 688)(	38 476 318)(	2 239 289)	(40 715 607)
Propriétés destinées à la vente					
Acquisition	12 ()))	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	45 204)(	45 204)(	)	( 45 204)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 221 571	19 366 245	378 316	19 744 561
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	370 733	424 825	303 627	728 452
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 134 503	1 637 521		1 637 521
Excédent de fonctionnement affecté	17		(3 725 718)		(3 725 718)
Réserves financières et fonds réservés	18	1 228 354	1 306 400	24 779	1 331 179
	19	3 733 590	(356 972)	328 406	(28 566)
	20	(3 167 731)	(19 512 249)	(1 532 567)	(21 044 816)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 035 334	(11 511 484)	(524 799)	(12 036 283)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	40 610 760	60 913 880	3 860 480	64 774 360
Débiteurs (note 5)	2	21 360 314	24 574 776	3 878 836	27 804 932
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 695 797	1 708 057		86 585
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7			222 574	222 574
	8	63 666 871	87 196 713	7 961 890	92 888 451
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			726 011	726 011
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	13 392 032	21 696 153	4 079 096	25 126 569
Revenus reportés (note 11)	12	819 259	971 669	2 069 933	3 157 036
Dettes à long terme (note 12)	13	76 223 247	91 351 440	6 752 067	98 103 507
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 029 000	912 000	1 960 738	2 872 738
Autres passifs (note 14)	15	445 783			
	16	91 909 321	114 931 262	15 587 845	129 985 861
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(28 242 450)	(27 734 549)	(7 625 955)	(37 097 410)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	212 032 535	239 379 114	22 303 134	261 622 010
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	315 675	315 675		315 675
Stocks de fournitures	20	317 700	276 669	25 571	302 240
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	476 490	504 516	158 526	663 042
	23	213 142 400	240 475 974	22 487 231	262 902 967
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	15 517 382	29 460 554	587 492	30 048 046
Excédent de fonctionnement affecté	25	7 421 334	18 099 052	444 453	18 543 505
Réserves financières et fonds réservés	26	3 806 318	5 940 507	231 374	6 171 881
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	(1 406 354)	(1 521 788)
Financement des investissements en cours	28	16 995 654	3 585 750	(862 543)	2 723 207
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	141 159 262	155 655 562	15 866 854	169 840 706
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	184 899 950	212 741 425	14 861 276	225 805 557
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	17 740 800	16 872 298	25 564 982	24 194 850
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	4 418 600	3 873 281	6 062 054	5 654 432
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	15 390 700	13 302 928	16 815 841	17 083 443
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	3 102 100	2 878 057	2 869 795	2 378 175
D'autres organismes municipaux	10			278 031	277 458
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		158 859	187 602	109 071
D'autres tiers	12	5 900	6 079	6 079	4 264
Autres frais de financement	13	70 000	99 433	163 194	151 647
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	18 148 500	17 795 059	4 483 219	3 964 496
Transferts	15				
Autres	16			36 256	
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				35 880
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		10 524 577	11 437 665	10 707 335
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	778 400	626 111	1 080 922	857 895
	22	59 655 000	66 136 682	68 985 640	65 418 946

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	30 048 046	16 518 962
Excédent de fonctionnement affecté	2	18 543 505	7 904 075
Réserves financières et fonds réservés	3	6 171 881	4 003 297
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 521 788)	(1 592 967)
Financement des investissements en cours	5	2 723 207	16 754 643
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	169 840 706	153 937 705
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	225 805 557	197 525 715
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	29 460 554	15 517 382
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	587 492	1 001 580
	11	30 048 046	16 518 962
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Environnement	12.1	59 504	59 504
▪ Imprévus	12.2	1 000 000	
▪ Projets futurs	12.3	11 327 548	7 361 830
▪ Pavage	12.4	200 000	
▪ Maintien d'actif - Bâtiments et équipements	12.5	1 000 000	
▪ Maintien d'actif - Infrastructures TI	12.6	200 000	
▪ Projets GES	12.7	135 000	
▪ Plans et devis	12.8	200 000	
▪ Projet Centre ville - Phasage	12.9	1 600 000	
▪ Projets Centre ville - Mandats connexes	12.10	2 277 000	
▪ Innovation	12.11	100 000	
	13	18 099 052	7 421 334
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie int. Police	14.1	357 666	482 741
▪ Régie incendie	14.2	86 787	
	15	444 453	482 741
	16	18 543 505	7 904 075

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Transport en commun	18.1	2 951 025
	19	2 855 734
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 087 922
Organismes contrôlés et partenariats	24	210 589
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	1 561 559
Organismes contrôlés et partenariats	26	20 786
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	340 000
Autres		
▪	32.1	
	33	3 220 856
	34	4 003 297

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (1 247 969)	(1 247 868)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 (1 247 969)	(1 247 868)
Assainissement des sites contaminés	42 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45.1 ()	()
	46 (1 247 969)	(1 247 868)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres		
▪	49.1 ()	()
	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (489 086)	(265 763)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()	()
Autres		
▪ Autres financements RIPR	54.1 (127 558)	(202 787)
	55 (616 644)	(468 550)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 458 259	238 885
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪ Partenariat RIAGS	60.1 (115 434)	(115 434)
	61 342 825	123 451
	62 (1 521 788)	(1 592 967)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 19 224 608	23 515 322
Investissements à financer	64 (16 501 401)(	6 760 679)
	65 2 723 207	16 754 643
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 261 622 010	234 079 702
Propriétés destinées à la revente	67 506 630	315 675
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 86 585	74 325
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 262 215 225	234 469 702
Ajustements aux éléments d'actif	72 (112 565)	
	73 262 102 660	234 469 702
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (98 103 507)(	84 409 763)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (812 729)(	542 930)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 6 091 250	3 945 509
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 120 312	133 945
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 595 437	423 270
	79 (92 109 237)(	80 449 969)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (152 717)(	82 028)
	81 (92 261 954)(	80 531 997)
	82 169 840 706	153 937 705

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées et un régime supplémentaire qui compense pour les limites de la Loi de l'impôt. Le régime complémentaire est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Les cotisations salariales des participants est partagé à 50% entre la Ville et les employés. La rente viagère correspond à un pourcentage du salaire carrière indexé pour les participants cols et à un pourcentage du salaire final pour les participants cadres. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2022.

Voir également la note 2 G)

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (2 156 063)	(2 217 821)
Charge de l'exercice	4 (1 851 697)(	1 803 152)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 922 174	1 864 910
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (2 085 586)	(2 156 063)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 65 332 471	60 539 843
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (66 121 875)(	61 433 864)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (789 404)	(894 021)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (1 296 182)	(1 262 042)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 085 586)	(2 156 063)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (2 085 586)	(2 156 063)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 60 539 843	60 539 843
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (5 207 000)(	61 433 864)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (5 207 000)(	894 021)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 605 751
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	3 507 855
	20	3 605 751
Cotisations salariales des employés	21 (	1 795 015)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	1 810 736
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	9 249
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(3 392)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	1 819 985
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	3 422 993
Rendement espéré des actifs	32 (	3 391 281)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	31 712
Charge de l'exercice	34	1 851 697
		1 803 152
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	3 425 121
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	3 391 281)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	33 840
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(8 948)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	2 349 682
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	66 611 931
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	60 683 665
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	1 092 472
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	752 441
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	7 233 931
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	18
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	12
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	29
		29
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,51 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	5,33 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	3,25 %
Autres hypothèses économiques		2,00 %
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5% du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). De plus, pour les retraités à compter du 1er janvier 2017, l'employeur assume également les frais pour la couverture dentaire et les soins de la vue. Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués (5 % du dernier salaire gagné avant la retraite).

Les rentes de l'allocation de retraite ne contiennent aucune indexation après la retraite.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (766 587)	(744 559)
Charge de l'exercice	56 (56 845)	(55 702)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 36 280	33 674
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (787 152)	(766 587)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (705 352)	(691 723)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (705 352)	(691 723)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (81 800)	(74 864)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (787 152)	(766 587)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (787 152)	(766 587)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (705 353)	(691 723)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (705 353)	(691 723)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	27 661
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	27 861
	72	27 661
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	27 661
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(962)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 706)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	26 699
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	30 146
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	30 146
Charge de l'exercice	86	56 845
		55 702
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	7 897
Prestations versées au cours de l'exercice	91	(27 982)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		33 674
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	15
		16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,30 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	4,70 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	2,75 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	2,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 4 avril 2016, la Régie intermunicipale de L'alliance des Grandes-Seigneuries a été ajoutée à titre d'employeur participant au Régime de retraite des employés de Saint-Constant. Ce régime est considéré « interentreprises » au sens de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le Régime de retraite interentreprises de la ville de Saint-Constant est un régime contributif à prestations déterminées. Il reflète les dispositions de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c.15). Tout employé ayant un statut régulier devient immédiatement admissible au Régime et doit obligatoirement y participer. Le taux de cotisation salariale du participant est de 9,25 % qui correspond à 50 % de la cotisation totale. Cette cotisation représente 18,5 % de la masse salariale des participants actifs.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	234 615	192 224
	110	<u>234 615</u>	<u>192 224</u>

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (LRQ, chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	17 264	17 789
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	58 178	59 948
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	14 970	15 577
	121	73 148	75 525

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	44 455 800	45 956 221	45 956 221
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	44 455 800	45 956 221	45 956 221
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 806 400	2 927 823	2 927 823
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 947 200	2 998 685	2 998 685
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	110 000	123 267	123 267
Service de la dette	19	2 451 100	2 443 346	2 443 346
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	8 314 700	8 493 121	8 493 121
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	8 314 700	8 493 121	8 493 121
	28	52 770 500	54 449 342	54 449 342
				49 247 336

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	82 000	83 306	81 912
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	61 900	82 875	61 913
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	307 700	341 387	307 707
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	451 600	507 568	451 532
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	451 600	507 568	451 532

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			44 715
Sécurité publique				
Police	49		140 964	158 650
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	3 800	4 386	4 386
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56		389 325	389 325
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	125 400	168 454	168 454
Traitement des eaux usées	66		6 479	10 109
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69		226 451	226 451
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	18 750	18 750	
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83	178 304	178 304	52 886
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	44 800	81 446	23 637
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	130 000	132 719	137 230
Autres	86	25 000	19 793	35 000
Réseau d'électricité	87			
	88	329 000	1 219 628	1 367 071
			1 367 071	1 571 733

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90		19 142	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	5 535 273	5 535 273	
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			1 450 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98		537 398	
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106	2 166 924	2 166 924	3 030 382
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121	71 803	71 803	129 070
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			37 430
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	35 000	35 000	19 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	7 809 000	8 365 540	4 665 882

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 710 500	1 710 519	1 710 519
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139		7 717	12 694
	140	1 710 500	1 710 519	1 718 236
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 039 500	10 739 147	7 460 779

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142	420 000	341 324	310 398
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	420 000	341 324	310 398
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	22 700	14 957	497 506
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	22 700	14 957	497 506
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	260 400	206 325	161 074
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	260 400	206 325	161 074
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	4 609 600	4 001 205	3 874 091
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	4 609 600	4 001 205	3 874 091

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178	55 000	54 717	54 717
	179	55 000	54 717	54 717
			41 330	41 330
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	5 367 700	4 618 528	4 966 638
			4 884 399	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186	428	428	1 457
Évaluation	187			
Autres	188	281 647	281 571	255 844
	189	141 200	282 075	281 999
Sécurité publique				
Police	190		43 929	69 473
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192		24 255	39 874
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195		68 184	109 347
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	11 500	3 372	3 372
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	11 500	3 372	3 372
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205	28 500	31 182	614 224
Réseau de distribution de l'eau potable	206			778 430
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	5 300	11 913	11 913
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	33 800	43 095	626 137
			785 007	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	51 800	5 989	5 989
Rénovation urbaine	222			(3 803)
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	51 800	5 989	5 989
				(3 803)
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	802 600	1 065 755	1 898 019
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	4 100	8 160	8 160
Autres	228	73 600	44 772	44 772
	229	880 300	1 118 687	1 950 951
				1 774 234
Réseau d'électricité	230			
	231	1 118 600	1 453 218	2 936 632
	232	6 486 300	6 071 746	2 923 375
TOTAL DES SERVICES RENDUS				7 807 774

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 233	399 500	431 734	431 734	569 250
Droits de mutation immobilière 234	3 250 000	9 477 404	9 477 404	5 863 453
Droits sur les carrières et sablières 235				
Autres 236				
	237	3 649 500	9 909 138	6 432 703
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	463 000	544 767	1 101 314
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	1 380 000	2 331 542	2 463 698
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 241		9 233 141	9 244 926	5 672
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 243				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 244				
Contributions des promoteurs 245		288 260	288 260	214 218
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 246				
Contributions des organismes municipaux 247				
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 248				
Autres 249			7 481	9 530
Redevances réglementaires 250				
Autres 251		(96 495)	(304 696)	383 216
	252	9 424 906	9 235 971	612 636
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	720 500	736 844		736 844	736 844	715 398
Greffe et application de la loi	2	2 735 800	2 390 649	375	2 391 024	2 391 024	2 268 232
Gestion financière et administrative	3	2 155 300	2 118 155		2 118 155	2 118 155	2 016 642
Évaluation	4	246 500	217 226		217 226	217 226	288 955
Gestion du personnel	5	1 037 200	1 064 809		1 064 809	1 064 809	941 654
Autres							
▪ Autres	6.1	4 866 400	3 886 943	565 453	4 452 396	4 452 396	4 346 006
	7	11 761 700	10 414 626	565 828	10 980 454	10 980 454	10 576 887
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	6 668 400	6 390 835		6 390 835	7 104 618	6 581 628
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	4 640 700	4 665 731	10 219	4 675 950	5 419 540	5 053 223
Sécurité civile	11	20 000	14 892		14 892	14 892	15 140
Autres	12	295 700	273 866		273 866	273 866	259 049
	13	11 624 800	11 345 324	10 219	11 355 543	12 812 916	11 909 040
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 188 200	4 457 307	4 194 736	8 652 043	8 652 043	7 789 399
Enlèvement de la neige	15	1 061 500	936 045	75 945	1 011 990	1 011 990	609 989
Éclairage des rues	16	239 500	251 718	313 221	564 939	564 938	564 002
Circulation et stationnement	17	551 000	416 862	5 261	422 123	422 124	422 854
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 567 400	2 567 319	2 603	2 569 922	2 569 922	2 424 616
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 402 000	1 303 281		1 303 281	1 303 281	1 137 670
	22	10 009 600	9 932 532	4 591 766	14 524 298	14 524 298	12 948 530

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 841 400	4 181 485	960 946	5 142 431	5 340 644
Réseau de distribution de l'eau potable	24	400 900	333 795	448 545	782 340	713 808
Traitement des eaux usées	25	2 095 600	2 015 590		2 015 590	2 287 372
Réseaux d'égout	26	368 100	431 388	1 246 263	1 677 651	1 682 484
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 577 100	1 380 190		1 380 190	1 077 492
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	971 700	341 859		341 859	991 136
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	411 700	388 445		388 445	367 360
	40	10 666 500	9 072 752	2 655 754	11 728 506	12 460 296
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 840 300	3 257 177	192 430	3 449 607	3 449 607	3 471 404
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49						
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52	522 400	474 043		474 043	474 043	452 997
	53	4 362 700	3 731 220	192 430	3 923 650	3 923 650	3 924 401
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	394 300	379 603	209 676	589 279	589 279	561 183
Patinoires intérieures et extérieures	55	555 900	526 637	25 077	551 714	1 352 398	1 319 598
Piscines, plages et ports de plaisance	56	223 100	127 907	49 540	177 447	177 447	192 121
Parcs et terrains de jeux	57	2 879 400	2 878 478	1 575 883	4 454 361	4 454 361	4 327 169
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	2 162 600	2 345 888	307 700	2 653 588	2 653 588	2 288 008
	61	6 215 300	6 258 513	2 167 876	8 426 389	9 227 073	8 688 079
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	131 800	115 849	265 199	381 048	381 048	357 695
Bibliothèques	63	1 168 800	1 129 258	65 831	1 195 089	1 195 089	1 123 499
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	535 800	469 603	9 674	479 277	479 277	509 904
	67	1 836 400	1 714 710	340 704	2 055 414	2 055 414	1 991 098
	68	8 051 700	7 973 223	2 508 580	10 481 803	11 282 487	10 679 177

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	3 108 000	3 042 995		3 042 995	3 317 228	2 746 067
Autres frais	71					24 279	22 901
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72					60 858	68 190
Autres	73	70 000	99 433		99 433	102 336	83 457
	74	3 178 000	3 142 428		3 142 428	3 504 701	2 920 615
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		10 524 577 (	10 524 577)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		135 147	427 097
Conduites d'égout	4	273 561	273 561	116 150
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 036 484	11 036 484	4 370 499
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 545 875	2 545 875	839 597
Autres infrastructures	11	489 665	489 665	1 506 775
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	22 125 826	23 255 574	4 744 608
Édifices communautaires et récréatifs	14	317 595	317 595	16 043
Améliorations locatives	15		7 903	30 389
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	860 772	1 207 459	3 663 680
Ameublement et équipement de bureau	18	551 615	613 153	387 905
Machinerie, outillage et équipement divers	19	177 767	635 268	643 316
Terrains	20	22 956	123 720	
Autres	21	74 202	74 203	529 700
	22	38 476 318	40 715 607	17 275 759

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		135 147	427 097
Conduites d'égout	4	273 561	273 561	116 150
Autres infrastructures	5	13 954 069	13 954 069	6 235 149
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	117 955	117 955	481 722
Autres immobilisations corporelles	11	24 130 733	26 234 875	10 015 641
	12	38 476 318	40 715 607	17 275 759

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	475 951	1 160 434	45 625	1 590 760
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	14 484 121	389 272	1 828 985	13 044 408
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	66 047 112	18 619 268	6 476 562	78 189 818
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	81 007 184	20 168 974	8 351 172	92 824 986
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 945 509	2 862 865	717 124	6 091 250
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 945 509	2 862 865	717 124	6 091 250
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	3 945 509	2 862 865	717 124	6 091 250
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 945 509	2 862 865	717 124	6 091 250
	19	84 952 693	23 031 839	9 068 296	98 916 236
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	84 952 693	23 031 839	9 068 296	98 916 236

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	92 114 000	76 689 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	15 094 617	6 004 538
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 561 559	446 749
Débiteurs	8	5 908 457	3 583 770
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	3 587 089	1 505 784
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	96 151 512	77 157 235
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	9 526 383	10 497 038
Endettement net à long terme	14	105 677 895	87 654 273
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	2 048 178	497 707
Communauté métropolitaine	16	783 621	548 898
Autres organismes	17	5 219 000	4 850 000
Endettement total net à long terme	18	113 728 694	93 550 878
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	113 728 694	93 550 878
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	6 668 400	6 390 835	
Sécurité incendie	5	4 408 800	4 408 841	443 747
Sécurité civile	6			
Autres	7			346 637
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 567 200	2 567 194	2 567 194
Autres	10			2 421 881
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	3 125 800	3 043 582	87 671
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	1 378 300	1 384 607	1 384 607
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	18 148 500	17 795 059	4 483 219
				3 964 496

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	38 476 318	15 077 688
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	38 476 318	15 077 688

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	47,00	32,50	79 622,00	5 259 440	1 305 072	6 564 512
Professionnels	2						
Cols blancs	3	105,00	32,50	177 142,00	6 221 615	1 332 574	7 554 189
Cols bleus	4	84,00	39,00	170 129,00	4 861 027	1 124 921	5 985 948
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	236,00		426 893,00	16 342 082	3 762 567	20 104 649
Élus	9	9,00			530 216	110 714	640 930
	10	245,00			16 872 298	3 873 281	20 745 579

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		913 107	1 400 931	(1 254)	2 312 784
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 922 306	5 456 461	9 095	38 501	8 426 363
	7	2 922 306	6 369 568	1 410 026	37 247	10 739 147

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 729	8 485
	4	7 729	8 485
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	11 977	12 513
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	11 977	12 513
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 527 812	1 059 083
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	155 442	153 634
Transport collectif	14		
Autres	15	31 816	
	16	1 715 070	1 212 717
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	180 945	146 982
Réseau de distribution de l'eau potable	18	145 645	152 777
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	170 681	176 023
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	37 678	38 569
Autres	26		
	27	534 949	514 351
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	197 226	192 599
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	197 226	192 599
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	671 324	611 145
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	4 153	3 086
Autres	40		5 432
	41	675 477	619 663
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 142 428	2 560 328

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chatel, Vincent	1.1	Conseiller	30 955	15 471	1 006
Dyotte, Normand	1.2	Maire	102 582	20 294	31 886
Goyette, Chantal	1.3	Conseiller	30 955	15 471	
Grenier, Daniel	1.4	Conseiller	31 828	15 910	1 006
Lemieux, Marie-Josée	1.5	Conseiller	23 715	11 853	
Malekan, Razak	1.6	Conseiller	7 239	3 618	
Mondat, Ginette	1.7	Conseiller	7 239	3 618	
Roldan, Mélanie	1.8	Conseiller	30 955	15 471	
Roy, Jean-Michel	1.9	Conseiller	33 050	16 524	1 229
Scott, Anne	1.10	Conseiller	84 375	13 219	
Vocino, Kevin	1.11	Conseiller	30 955	15 471	
	2		413 848	146 920	35 127

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 750 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 _____ 3 387 118 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 R23-10-10

b) Date d'adoption de la résolution

93 2023-10-16

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 158 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 296 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 4 |

Règlement

- | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------------------------------|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------------------------------|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 MARTIN LAVOIE

Adresse courriel du directeur général

10 mlavoie@candiac.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-25

Nom du signataire : Pascale Synnott

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-05-26

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-26 09:07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	67 736 700	67 240 400	85 977 391	16 132 662	88 256 949
Investissement	2	5 203 065		8 000 765	1 007 768	9 008 533
	3	72 939 765	67 240 400	93 978 156	17 140 430	97 265 482
Charges						
	4	62 955 114	59 655 000	66 136 682	16 702 062	68 985 640
Excédent (déficit) lié aux activités	5	9 984 651	7 585 400	27 841 474	438 368	28 279 842
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 203 065)(	)	8 000 765)(	1 007 768)(	9 008 533)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 781 586	7 585 400	19 840 709	(569 400)	19 271 309
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 828 132		10 524 577	913 088	11 437 665
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	124 533		349 229		349 229
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 432 602)(	6 644 400)(	6 615 161)(	850 658)(	7 465 819)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	370 733)(	41 000)(	424 825)(	303 627)(	728 452)
Excédent (déficit) accumulé	12	(297 221)	(900 000)	(1 507 987)	433 028	(1 074 959)
Autres éléments de conciliation	13	69 412		638 108	10 897	649 005
	14	2 921 521	(7 585 400)	2 963 941	202 728	3 166 669
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	7 703 107		22 804 650	(366 672)	22 437 978

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	40 610 760	60 913 880	64 774 360	43 524 469
Débiteurs	2	21 360 314	24 574 776	27 804 932	24 588 977
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	1 695 797	1 708 057	86 585	74 325
Autres	5			222 574	31 619
	6	63 666 871	87 196 713	92 888 451	68 219 390
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8			726 011	181 086
Créditeurs et charges à payer	9	13 392 032	21 696 153	25 126 569	15 294 829
Revenus reportés	10	819 259	971 669	3 157 036	2 827 251
Dette à long terme	11	76 223 247	91 351 440	98 103 507	84 409 763
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	1 029 000	912 000	2 872 738	2 922 650
Autres	13	445 783			445 783
	14	91 909 321	114 931 262	129 985 861	106 081 362
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(28 242 450)	(27 734 549)	(37 097 410)	(37 861 972)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	212 032 535	239 379 114	261 622 010	234 079 702
Autres	17	1 109 865	1 096 860	1 280 957	1 307 985
	18	213 142 400	240 475 974	262 902 967	235 387 687
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	15 517 382	29 460 554	30 048 046	16 518 962
Excédent de fonctionnement affecté	20	7 421 334	18 099 052	18 543 505	7 904 075
Réserves financières et fonds réservés	21	3 806 318	5 940 507	6 171 881	4 003 297
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	1 521 788	(1 592 967)
Financement des investissements en cours	23	16 995 654	3 585 750	2 723 207	16 754 643
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	141 159 262	155 655 562	169 840 706	153 937 705
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	184 899 950	212 741 425	225 805 557	197 525 715

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Environnement	1.1	59 504	59 504
▪ Imprévus	1.2	1 000 000	
▪ Projets futurs	1.3	11 327 548	7 361 830
▪ Pavage	1.4	200 000	
▪ Maintien d'actif - Bâtiments et équipements	1.5	1 000 000	
▪ Maintien d'actif - Infrastructures TI	1.6	200 000	
▪ Projets GES	1.7	135 000	
▪ Plans et devis	1.8	200 000	
▪ Projet Centre ville - Phasage	1.9	1 600 000	
▪ Projets Centre ville - Mandats connexes	1.10	2 277 000	
▪ Innovation	1.11	100 000	
	2	18 099 052	7 421 334
Organismes contrôlés et partenariats¹	3	444 453	482 741
	4	18 543 505	7 904 075
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Transport en commun	6.1	2 951 025	2 855 734
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	1 087 922	163 835
Organismes contrôlés et partenariats	9	210 589	167 777
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 561 559	446 749
Organismes contrôlés et partenariats	11	20 786	29 202
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	340 000	340 000
Autres			
▪	15.1		
	16	6 171 881	4 003 297
	17	24 715 386	11 907 372

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	96 151 512	77 157 235
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	113 728 694	93 550 878

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 590 760	475 951
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	78 189 818	66 047 112
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 044 408	14 484 121
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 091 250	3 945 509
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	98 916 236	84 952 693

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	49 247 336	52 770 500	54 449 342	54 449 342
Compensations tenant lieu de taxes	13	451 532	451 600	507 568	507 568
Quotes-parts	14				(199 413)
Transferts	15	2 613 444	2 039 500	2 930 147	3 085 307
Services rendus	16	5 510 569	6 486 300	6 071 746	7 903 270
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	6 906 086	4 112 500	10 453 905	11 010 452
Autres	18	3 007 733	1 380 000	11 564 683	11 500 423
	19	67 736 700	67 240 400	85 977 391	88 256 949
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				443 747
Transferts	22	4 665 882		7 809 000	8 365 540
Autres	23	537 183		191 765	199 246
	24	5 203 065		8 000 765	9 008 533
	25	72 939 765	67 240 400	93 978 156	97 265 482

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	11 761 700	10 414 626	565 828	10 980 454	10 980 454	10 576 887
Sécurité publique							
Police	2	6 668 400	6 390 835		6 390 835	7 104 618	6 581 628
Sécurité incendie	3	4 640 700	4 665 731	10 219	4 675 950	5 419 540	5 053 223
Autres	4	315 700	288 758		288 758	288 758	274 189
Transport							
Réseau routier	5	6 040 200	6 061 932	4 589 163	10 651 095	10 651 095	9 386 244
Transport collectif	6	2 567 400	2 567 319	2 603	2 569 922	2 569 922	2 424 616
Autres	7	1 402 000	1 303 281		1 303 281	1 303 281	1 137 670
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	7 706 000	6 962 258	2 655 754	9 618 012	9 846 640	10 024 308
Matières résiduelles	9	2 548 800	1 722 049		1 722 049	1 722 049	2 068 628
Autres	10	411 700	388 445		388 445	388 445	367 360
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 840 300	3 257 177	192 430	3 449 607	3 449 607	3 471 404
Promotion et développement économique	13						
Autres	14	522 400	474 043		474 043	474 043	452 997
Loisirs et culture	15	8 051 700	7 973 223	2 508 580	10 481 803	11 282 487	10 679 177
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	3 178 000	3 142 428		3 142 428	3 504 701	2 920 615
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	59 655 000	55 612 105	10 524 577	66 136 682	68 985 640	65 418 946
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		10 524 577 (	10 524 577)			
	21	59 655 000	66 136 682		66 136 682	68 985 640	65 418 946

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 203 065	8 000 765	1 007 768	9 008 533
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	15 077 688)(	38 476 318)(	2 239 289)(	40 715 607)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	45 204)(	45 204)(	)	45 204)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 221 571	19 366 245	378 316	19 744 561
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	370 733	424 825	303 627	728 452
Excédent accumulé	6	3 362 857	(781 797)	24 779	(757 018)
	7	(3 167 731)	(19 512 249)	(1 532 567)	(21 044 816)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 035 334	(11 511 484)	(524 799)	(12 036 283)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14